



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM 2019-13 - Séance du 19 mars 2019

ACTES

8. Domaines de compétences par thèmes

8.8 Environnement

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	22
26	19	22	Contre	
			Abstention	

L'an 2019, le 19 mars à 19 heures le Conseil Municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du Conseil Municipal le 13 mars 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 13 mars 2019.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, MICHEL Yves.

Pouvoirs de : SUAY Régine pour BASSO Béatrice, DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc, AMALVY Marie-Thérèse pour DESTAILLATS Aline.

Absents : PEETERS Fabien, SIMAR Morgan, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna.

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP

N° DLM 2019-13 – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE : CONVENTION DE GESTION DU RISQUE INONDATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Madame Séverine MONIN, Adjointe au Maire déléguée à la jeunesse, au Conseil Municipal des Jeunes et à la communication explique que par délibération n°11961 en date du 29 octobre 2013, le Conseil d'Agglomération, devenu Conseil de Métropole, avait autorisé la signature d'une convention de prestations de services avec chacune des communes membres qui souhaitaient bénéficier de l'outil d'aide à la décision déployé par Prédicit Services pour l'aide à la gestion du risque inondation.

Afin d'anticiper et de gérer au mieux les conséquences des épisodes pluvieux, Montpellier Méditerranée Métropole, dans une démarche d'efficacité et de rationalisation, proposait à travers cette convention à ses communes d'assurer, à titre gratuit, un service d'assistance en temps réel de gestion des risques hydrométéorologiques via la prise en charge et la supervision de l'outil d'aide à la décision déployé par Prédicit Services.

Ce service a largement fait preuve de son efficacité auprès des communes et des services de la Métropole durant ces cinq dernières années, notamment lors des épisodes hydrométéorologiques particulièrement importants qui avaient touché le territoire à plusieurs reprises durant l'automne 2014.

Les conventions initiales avaient été conclues pour une durée d'un an reconductible 4 fois. Elles arrivent à échéance à la fin de l'année 2018.

Il est proposé de les renouveler selon les mêmes principes.

Comme précédemment, ce dispositif d'aide à la décision, développé par Météo France, Astrium et la société BRL, demeure le seul système intégré de prévision et d'alerte, agréé par les services de l'Etat, actuellement en service sur le territoire national. Il est destiné aux responsables de la mise en œuvre des mesures opérationnelles de sécurité et de sauvegarde que sont les maires sur le territoire de leur commune.

Les prestations offertes portent sur l'établissement d'un diagnostic initial des risques et des enjeux sur le territoire communal puis, permettent, en temps réel, de disposer :

- d'une information anticipée et personnalisée,
- d'une analyse de la situation hydrométéorologique,
- d'éléments d'aides à la décision opérationnelle,
- d'accès au service d'astreinte Prédicit et à la plateforme d'information et de visualisation de l'événement.

Un rapport d'événement après chaque épisode pluvieux significatif et chaque période de vigilance sera aussi fourni par Prédicit Services.

Cette assistance sera assurée 24h/24 et 7j/7, à titre gratuit, dans le cadre de la future convention de mise à disposition de prestations pour l'aide à la gestion du risque inondation, en application de l'article L.5216-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Un nouveau projet de convention-type a été élaboré. Il précise le contenu du service offert, les modalités d'échange d'information notamment entre la société Prédicit Services et les personnes désignées par la commune ainsi que les responsabilités des parties.

Cette convention d'une durée d'un an pourra être reconduite par accord tacite des parties, dans la limite de quatre reconductions d'un an à chaque fois. Une copie de cette convention-type a été jointe à la note de synthèse.

Il convient de rappeler que cette prestation ne se substitue pas à la mission réglementaire de mise en alerte des collectivités qui incombe aux services de l'Etat et que la commune demeure seule responsable de la mise en œuvre des mesures de sécurité et de sauvegarde sur son territoire, le pouvoir de police générale du Maire notamment en matière de sécurité ne pouvant être délégué.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

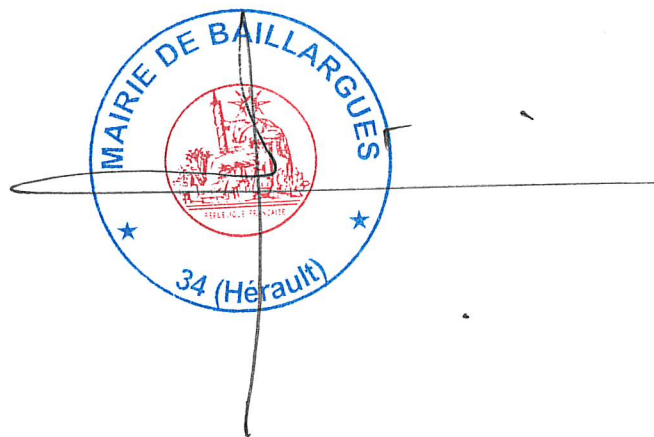
- Approuver la nouvelle convention-type de mise à disposition de prestations de services entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes membres pour l'aide à la gestion du risque inondation,
- Autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions à venir et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Madame Séverine MONIN et après en avoir délibéré à l'unanimité, **APPROUVE** la nouvelle convention-type de gestion du risque inondation de Montpellier Méditerranée Métropole et **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant légal à signer les conventions à venir et tout document relatif à cette affaire.

Pour extrait conforme,

Le 20 mars 2019,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Envoyé en préfecture le 25/03/2019

Reçu en préfecture le 25/03/2019

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20190320-DLM2019_13-DE

